



# GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE

CONSTRUCTION DU SIEGE

MARCHE  
COORDONNATEUR  
SECURITE PROTECTION DE  
LA SANTE

**CAHIER DES  
CLAUSES  
PARTICULIERES  
(CCP)**

NOVEMBRE 2018

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1.</b>	<b><u>OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</u></b>	<b>4</b>
ARTICLE 1.1	OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 1.2	DECOMPOSITION EN TRANCHES	4
ARTICLE 1.3	LISTE DES INTERVENANTS DANS L'OPERATION	4
Article 1.3.1	<u>Maître d'Ouvrage</u>	4
Article 1.3.2	<u>Assistant au Maître d'Ouvrage</u>	4
Article 1.3.3	<u>Maîtrise d'œuvre</u>	5
Article 1.3.4	<u>Contrôle technique</u>	5
Article 1.3.5	<u>Ordonnancement - Pilotage - Coordination</u>	5
Article 1.3.6	<u>CSSI</u>	5
ARTICLE 1.4	DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 1.5	TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE	5
ARTICLE 1.6	CONTROLE DU PRIX DE REVIENT	5
ARTICLE 1.7	ECHANGES DE DONNEES INFORMATISEES	5
<b>ARTICLE 2.</b>	<b><u>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</u></b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3.</b>	<b><u>RESPONSABLE DE LA COORDINATION</u></b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4.</b>	<b><u>MISSIONS DU COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE</u></b>	<b>6</b>
ARTICLE 4.1.1	<u>CONTENU DE LA MISSION</u>	6
ARTICLE 4.1.2	<u>MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU COORDONNATEUR</u>	9
ARTICLE 4.1.3	<u>AUTORITE DU COORDONNATEUR SUR LES INTERVENANTS</u>	9
ARTICLE 4.1.4	<u>MODALITES DE LA PRESENCE DU COORDONNATEUR SUR LE CHANTIER ET CONDITIONS DE SA PARTICIPATION AUX REUNIONS DE CHANTIER</u>	9
<b>ARTICLE 5.</b>	<b><u>ETAPES D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR</u></b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6.</b>	<b><u>CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION DE COORDONNATEUR</u></b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7.</b>	<b><u>DUREE DES MISSIONS</u></b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8.</b>	<b><u>PRIX DU MARCHE</u></b>	<b>11</b>
ARTICLE 8.1	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	11
ARTICLE 8.2	VARIATIONS DANS LES PRIX	11
Article 8.2.1	<u>Type de variation des prix</u>	11
Article 8.2.2	<u>Mois d'établissement des prix du marché</u>	11
Article 8.2.3	<u>Modalités de variation des prix</u>	11
Article 8.2.4	<u>Modifications de Programme</u>	12
ARTICLE 8.3	T.V.A.	12
ARTICLE 8.4	PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	12
Article 8.4.1	<u>Désignation de sous-traitants en cours de marché</u>	12
Article 8.4.2	<u>Modalités de paiement direct</u>	12
<b>ARTICLE 9.</b>	<b><u>AVANCES</u></b>	<b>12</b>
ARTICLE 9.1	AVANCE FORFAITAIRE	12
ARTICLE 9.2	AVANCE FACULTATIVE	13
<b>ARTICLE 10.</b>	<b><u>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u></b>	<b>13</b>
ARTICLE 10.1	ACOMPTES OU FACTURES	13

ARTICLE 10.2	MODE DE REGLEMENT.....	13
ARTICLE 10.3	INTERETS MORATOIRES.....	13
<b>ARTICLE 11.</b>	<b><u>PENALITES DE RETARD</u></b> .....	<b>14</b>
ARTICLE 11.1	PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS.....	14
ARTICLE 11.2	PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS D'ETUDES (PHASES APS, APD, PRO, ACT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE) ET AUX REUNIONS DE CHANTIER.....	14
<b>ARTICLE 12.</b>	<b><u>VERIFICATION DES PRESTATIONS</u></b> .....	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13.</b>	<b><u>DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</u></b> .....	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14.</b>	<b><u>ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS</u></b> .....	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15.</b>	<b><u>RESILIATION DU MARCHE</u></b> .....	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16.</b>	<b><u>ASSURANCES</u></b> .....	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17.</b>	<b><u>REGLEMENT DES LITIGES</u></b> .....	<b>15</b>
<b>ARTICLE 18.</b>	<b><u>DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES</u></b> .....	<b>15</b>

## **ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 1.1 Objet du marché**

Le marché de services régi par le présent cahier, a pour objet l'ensemble des prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du rôle de coordonnateur sécurité protection de la santé pour la réalisation de l'opération de :

#### **Construction du siège Du Grand Port Maritime de la Guadeloupe**

L'intervention du Coordonnateur sécurité protection de la santé est réalisée dans les conditions définies par la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, les décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994, n° 95-543 du 4 mai 1995, n° 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995, les arrêtés correspondants et le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

L'opération est classée en 1<sup>ère</sup> catégorie au sens de l'article R. 238-8 du code du travail. L'opération a pour objectif de construire et restructurer l'établissement pour augmenter la capacité.

La durée prévisionnelle des travaux est de 20 mois, hors délai de parfait achèvement.

Date prévisionnelle de début des travaux : Septembre 2019.

Le montant prévisionnel des travaux a été estimé à **7 771 900 € H.T.**

### **Article 1.2 Décomposition en tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches pour la présente mission.

### **Article 1.3 Liste des intervenants dans l'opération**

#### **Article 1.3.1 Maître d'Ouvrage**

##### **GRAND PORT AUTONOME DE LA GUADELOUPE**

Quai Ferdinand de Lesseps – BP 485

97165 Pointe à Pitre Cédex

☎ : 05.90.68.62.92

Fax : 05.90.68.62.91

Type de l'acheteur public : Etablissement public

#### **Article 1.3.2 Assistant au Maître d'Ouvrage**

ICADE PROMOTION

Immeuble L'Amiral – Rond-Point Moudong Sud

97122 BAIE MAHAULT

☎ : 05.90.98.74.71

Fax : 05.90.98.60.16

#### Article 1.3.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre n'est pas encore désigné, l'équipe de maîtrise d'œuvre sera communiqué ultérieurement au coordonnateur , dès sa désignation.

#### Article 1.3.4 Contrôle technique

L'opération est soumise aux dispositions de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978.

Le nom du Contrôleur Technique sera communiqué ultérieurement coordonnateur au, dès sa désignation.

- Les missions du contrôleur technique sont les suivantes : **L + Sei + PS + P1 + HAND + BRD + F + PH + TH + GTB + ATT HAND + VIEL + PV + RNT**

#### Article 1.3.5 Ordonnancement - Pilotage - Coordination

La mission d'OPC n'est pas encore désigné.

#### Article 1.3.6 CSSI

Cette mission sera confiée à la maîtrise d'œuvre non encore désigné qui exécutera la mission telle que définie par les textes réglementaires et normes en vigueur, notamment en conformité avec la norme NFS 61-932 du 3 septembre 1993 relative aux règles d'installation des Systèmes de Sécurité Incendie, complétée par le fascicule NFS 61-949 de mai 1994 qui précise le contenu des tâches à accomplir.

### **Article 1.4 Durée du marché**

La durée du marché se confond avec la durée des interventions indiquée à l'article 7 du présent document.

### **Article 1.5 Travaux intéressant la défense**

Sans objet.

### **Article 1.6 Contrôle du prix de revient**

Sans objet.

### **Article 1.7 Echanges de données informatisées**

Le maître d'ouvrage a décidé de confier au maître d'œuvre une mission de mise en œuvre d'un système d'échanges de données informatisées par internet en particulier par la mise en place d'une armoire à plans. Le Coordonnateur aura l'obligation d'utiliser le système mis à sa disposition.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

#### **A) Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;

- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;

## **B) Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au dernier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 9.2.2.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G. - P.I.) approuvés par l'arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois Mo) – l'option retenue étant l'option A
- La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993,
- Le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994,
- Le décret n° 95-543 du 4 mai 1995,
- Le décret n° 95-607 du 6 mai 1995,
- Le décret n° 2003-68 du 4 janvier 2003,
- L'arrêté du 25 février 2003 (Liste des travaux à risques particuliers).
- L'article R238-40 du Code du Travail

## **ARTICLE 3. RESPONSABLE DE LA COORDINATION**

Le titulaire s'engage à faire exécuter la mission de coordonnateur sécurité protection de la santé par les personnes physiques ci-après désignées :

- Titulaire phase conception :
- Titulaire phase réalisation :

Dans l'hypothèse où cette (ces) personnes(s) physique(s) ne serai(en)t plus disponibles (maladie, congés...), elle(s) serai(en)t remplacées par :

- Suppléant phase conception :
- Suppléant phase réalisation :

Les justificatifs de compétences des personnes titulaires et/ou suppléants sont annexés au présent C.C.P.

Dans le cas où les personnes désignées ci-dessus viendraient à être définitivement indisponibles, le titulaire s'engage à en informer immédiatement le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception et à proposer un remplaçant de même niveau dont les compétences seraient attestées dans les mêmes conditions.

## **ARTICLE 4. MISSIONS DU COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**

Conformément aux articles R 238-18 et R 238-19 du code du Travail, il est précisé ce qui suit :

### **Article 4.1.1 CONTENU DE LA MISSION**

Aux fins précisées à l'article L.235-3 du Code du travail et sous la responsabilité du maître d'ouvrage, le Coordonnateur :

1. Veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L.235-1 et L.235-18 du code du travail soient effectivement mis en œuvre ;

**2. Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage :**

- a) Assiste le maître d'œuvre à l'établissement de la mise au point du projet en phases APS, APD, PRO/DCE.
- b) Assiste le maître d'ouvrage à l'établissement de la déclaration préalable prévue par l'article L 235-2 du Code du Travail.
- c) Elabore le plan général de coordination prévu à l'article L.235-6 du Code du Travail ;
- d) Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- e) Ouvre un registre-journal de la coordination ;
- f) Définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier ;
- g) Met en place le CISSCT : Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail conformément au décret n°95-543 du 4 mai 1995. Il pilote et coordonne les réunions du CISSCT, établit les conventions et les comptes rendus de réunion ;
- h) Assure le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au Coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent ;

**3. Au cours de la réalisation de l'ouvrage :**

- a) Pour l'exercice de ses prestations, il appartiendra au Coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à effectuer dans le cadre de sa mission dont il définira les caractéristiques avec le plan général de coordination.
- b) Le Coordonnateur prendra à sa charge les frais de secrétariat correspondants à ses obligations. Il se chargera d'adresser les courriers en au moins un exemplaire aux destinataires concernés.
- c) Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le Coordonnateur, sans accord express du maître d'ouvrage ou de son représentant, sauf en cas de danger grave et imminent si les observations du Coordonnateur n'ont pu trouver de mesure d'une efficacité au moins équivalente.
- d) Le Coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du maître d'ouvrage et après avis du maître d'œuvre, sauf en cas de danger grave et imminent où le Coordonnateur doit, s'il le faut, engager toute dépense nécessaire à la cessation de la situation dangereuse.
- e) Le Coordonnateur organise entre les différentes entreprises y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit, notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé
- f) Le Coordonnateur veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- g) Le Coordonnateur tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application ;

- h) Le Coordonnateur complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
  - i) Le Coordonnateur est présent à l'ensemble des réunions de maîtrise d'ouvrage qui auront lieu au maximum 1 fois par mois en phase chantier.
4. Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation et d'enseignement maintenues sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :
- a) Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
  - b) Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement ;
5. Préside le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
6. Prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
7. Est présent lors de chaque commission de sécurité en vue de l'ouverture au public.
8. Est présent lors des réunions mensuelles Maîtrise d'ouvrage.

Le Coordonnateur consigne sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- 1. Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au à l'article L235-3 du Code du Travail, qu'il fait viser par les entreprises concernées.
- 2. Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.
- 3. Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux, cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.
- 4. Le procès-verbal de passation de consignes avec le Coordonnateur appelé à lui succéder.

Il présente le registre-journal, sur leur demande, au maître d'oeuvre, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article L.611-1 (alinéa 3) du Code du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité compétents en matière de prévention des risques professionnels et aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Le registre-journal est conservé par le Coordonnateur pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Pour l'établissement du :

- a) Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

- b) Plan particulier de sécurité de protection de la santé ;
- c) Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;

Il sera fait application des dispositions, respectivement des sections 4, 5 et 6 du décret n° 94 1159 du 25 décembre 1994.

#### **Article 4.1.2 MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU COORDONNATEUR**

Le Maître d'ouvrage met à la disposition du Coordonnateur :

- a) Une salle de réunion est mise à disposition en tant que de besoin,

#### **Article 4.1.3 AUTORITE DU COORDONNATEUR SUR LES INTERVENANTS**

- a) La mission de Coordonnateur décrite par le présent marché sera portée à la connaissance de tous les intervenants à l'acte de construire : maître d'oeuvre, entrepreneurs, travailleurs indépendants lesquels seront tenus de respecter les prescriptions du Coordonnateur de manière à préserver la sécurité et la santé pendant le déroulement de l'opération (étude et réalisation des ouvrages).
- b) Le Coordonnateur intervient directement auprès des intervenants par communication verbale et écrite dont il rend compte au fur et à mesure au maître de l'ouvrage. Le Coordonnateur peut provoquer toute réunion qu'il juge nécessaire à l'exercice de sa mission ;
- c) Le Coordonnateur peut prescrire toute mesure propre à assurer ou à restaurer les conditions de sécurité et de santé sans en référer au préalable au maître d'ouvrage. Il doit toutefois en avertir ce dernier le jour même de l'événement.

#### **Article 4.1.4 MODALITES DE LA PRESENCE DU COORDONNATEUR SUR LE CHANTIER ET CONDITIONS DE SA PARTICIPATION AUX REUNIONS DE CHANTIER**

- a) Le coordonnateur sera tenu de participer de sa propre initiative ou s'il est requis, à toute réunion susceptible de contribuer au bon déroulement de sa mission ;

Le prix fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement inclue la rémunération du Coordonnateur pour ses présences sur le chantier et participation aux réunions.

### **ARTICLE 5. ETAPES D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR**

La mission du Coordonnateur s'exercera pendant l'une ou plusieurs des étapes suivantes :

- **Etape 1** : examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport pour les phases d'étude PROJET et DCE de la maîtrise d'œuvre. Ce rapport est basé sur les prestations décrites dans le programme. Etablissement du Plan Général en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).
- **Etape 2** : examen des marchés de travaux ou du marché de partenariat. Ces rapports sont basés sur les prestations décrites dans le programme.

- **Etape 3** : Adaptation des pièces des marchés en fonction du contenu du PGCSPS. Ces adaptations sont basées sur les prestations décrites dans le programme.
- **Etape 4** : examen sur chantier de l'application correcte des mesures de coordination. Tenue et mise à jour du PGCSPS.
- **Etape 5** : Remise du Registre Journal de l'opération.
- **Etape 6** : Remise du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO).

A l'issue de chaque étape, la mission du Coordonnateur peut être interrompue.

## **ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION DE COORDONNATEUR**

La mission de Coordonnateur s'exercera dans les conditions fixées par le présent cahier des clauses particulières. Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le Coordonnateur n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au représentant du pouvoir adjudicateur ;
- les rapports sur les dossiers de conception (ESQ, APS, APD, PRO et Marchés) seront diffusés par le Coordonnateur au **Maître de l'Ouvrage avec copie simultanée à l'assitant à maîtrise d'ouvrage et au(x) Maître(s) d'Oeuvre dans un délai de 15 jours calendaires après réception de ces documents.**

Tous les rapports du Coordonnateur seront remis au maître d'ouvrage en 3 exemplaires originaux dont 1 reproductible.

L'intervention du Coordonnateur pendant l'exécution des travaux comportera autant de visites de chantier qu'il sera nécessaire pour renseigner le Maître d'Ouvrage sur le respect, par les entreprises concernées, des dispositions prévues contractuellement au CCTP, des schémas, dessins et plans d'exécution de la qualité, de l'exécution et des dispositions et modalités prises pour obtenir cette dernière.

La mission du Coordonnateur implique qu'il doit obligatoirement assister aux réunions de chantier pour lesquelles il sera convoqué par le Maître d'Oeuvre, ce qui ne le dispense pas de sa présence sur le chantier autant que de besoin.

Le Coordonnateur est tenu d'assister aux opérations préalables à la réception.

De son côté, le représentant du pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :

- informer, dès l'origine, les Maîtres d'Oeuvre, architectes, Bureaux d'Etude Technique, Entreprises, et d'une manière générale tous les intervenants à l'acte de construire, de l'existence du présent marché,
- donner au Coordonnateur copie du permis de construire, si celui-ci en formule la demande,
- fournir au Coordonnateur tous plans descriptifs, notamment ceux concernant les existants, dans la mesure où il dispose de ceux-ci,
- donner au Coordonnateur libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux intéressant la construction projetée pour laquelle son intervention a été requise, et d'une façon générale, lui permettre d'exercer sa mission dans des conditions normales d'efficacité et de sécurité, sous réserve du respect des dispositions en vigueur au CHG, notamment vis à vis des accès dans les locaux abritant des personnes hospitalisées et ceux à usage spécifique...),
- prévenir, en temps utile, le Coordonnateur des dates de commencement des travaux et des phases essentielles de leur exécution, ainsi que des dates des opérations préalables aux réceptions des ouvrages,

- tenir informé le Coordonnateur de la suite réservée à ses avis.

Pendant l'exécution des travaux, le Coordonnateur adressera dans tous les cas directement au Maître d'Oeuvre et aux entreprises concernées une copie, pour information, de ses avis et rapports destinés au représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 7. DUREE DES MISSIONS**

L'intervention du Coordonnateur débute à la date de notification du présent marché, par l'examen des documents de maîtrise d'œuvre. Elle s'achève à la remise du DIUO.

## **ARTICLE 8. PRIX DU MARCHE**

### **Article 8.1 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations du Coordonnateur seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'article 3 de l'acte d'engagement.

### **Article 8.2 Variations dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des études sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### **Article 8.2.1 Type de variation des prix**

Les prix sont révisables.

#### **Article 8.2.2 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé « mois zéro » et défini à l'article 1 de l'Acte d'Engagement.

#### **Article 8.2.3 Modalités de variation des prix**

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la mise à jour des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING Ingénierie publié au BMS (Bulletin mensuel de statistique) INSEE.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

Dans laquelle  $I_0$  et  $I_m$  sont les valeurs prises par l'index de référence I publié ou à publier respectivement au mois zéro et au mois m.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si les prestations ci-dessus ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision ne se poursuit pas au delà du délai contractuel fixé à l'acte d'engagement.

#### Article 8.2.4 Modifications de Programme :

Si des modifications mineures de programme intervenaient sans modifier le délai des travaux (moins de 15% du temps prévisionnel pour réaliser les travaux) ou le montant des investissements (moins de 15% de l'estimation prévisionnelle des travaux), le Coordonnateur devra intégrer ces modifications dans ses analyses et ne pourra prétendre à une quelconque modification de sa rémunération.

### **Article 8.3 T.V.A.**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant HT et le montant de la TVA au taux conforme à la réglementation en vigueur.

### **Article 8.4 Paiement des co-traitants et des sous-traitants**

#### Article 8.4.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 3 du C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 12 du C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles ;
- La personne habilitée à donner les renseignements ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

#### Article 8.4.2 Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci ou pour chaque cotraitant solidaire, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

## **ARTICLE 9. AVANCES**

### **Article 9.1 Avance forfaitaire**

Une avance forfaitaire sera versée au Coordonnateur dans le cas où le marché serait supérieur à 50.000 € HT. Toutefois le Coordonnateur conserve la faculté de la refuser s'il l'a mentionné à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le montant de cette avance est fixé à 12 fois 5% du montant toutes taxes comprises du marché, divisé par le nombre de mois de la durée du marché.

Cette avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Pour le versement et le remboursement de l'avance forfaitaire, chaque tranche ferme ou conditionnelle sera considérée comme un marché distinct.

Lorsque le marché est passé avec un prestataire unique ou des prestataires groupés ou éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et à celles exécutées par chaque co-traitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque lot ou des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance en cours de marché, le paiement de l'avance forfaitaire est subordonné au remboursement s'il y a lieu de la partie d'avance forfaitaire versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées y compris dans le cas où le montant des prestations à réaliser n'atteindrait pas 65% du montant du marché.

## **Article 9.2 Avance facultative**

Aucune avance facultative ne sera versée.

## **ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **Article 10.1 Acomptes ou factures**

- Phase conception

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au Coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction des étapes d'intervention définies à l'article 5 du présent document. Montant des acomptes est fixé comme suit :

Après mise au point des marchés de travaux ou du marché de partenariat :  
100%

- Phase réalisation

Par acomptes tous les deux mois répartis en fonction de l'avancement des travaux :	60%
A la remise du Registre Journal de l'opération et à l'issue des Opérations préalables à la réception :	10%
A la remise du DIUO :	30%

Pendant la période d'exécution, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 2 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le Coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe de l'acte d'engagement.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au Coordonnateur pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Pour le versement du solde, le Coordonnateur adressera son projet de décompte à la remise du DIUO.

### **Article 10.2 Mode de règlement**

Les prestations du Coordonnateur seront rémunérées par virement selon la réglementation en vigueur et un délai de paiement de 50 jours après réception de la situation par le Mandataire du maître d'ouvrage.

### **Article 10.3 Intérêts Moratoires**

Conformément au Décret n°2002-231 du 21 février 2002, le taux des intérêts moratoires appliqué aux acomptes ou au solde est égal au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

## **ARTICLE 11. PENALITES DE RETARD**

### **Article 11.1 Pénalités pour retard dans la remise de documents**

Les pénalités à appliquer au titulaire en cas de retard dans la production de ses documents (Cf. article 8) seront de 200,00 € HT par jour calendaire. Ces pénalités seront retenues sur le montant HT des sommes à devoir.

### **Article 11.2 Pénalités pour absence aux réunions d'études (phases APS, APD, PRO, ACT de la maîtrise d'œuvre) et aux réunions de chantier**

Il sera appliqué une pénalité de 200,00 € HT en cas d'absence aux réunions d'études et de chantier hebdomadaires.

## **ARTICLE 12. VERIFICATION DES PRESTATIONS**

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage constaterait un non respect évident des engagements contractuels du titulaire, concernant notamment le temps de présence minimum sur le chantier, celui-ci verrait, la mise en paiement des acomptes dus ou à devoir, suspendue, sans aucune mise en demeure préalable, mais sur simple signification écrite du Maître d'Ouvrage précisant le motif de non respect des engagements. Cette suspension des paiements cessera dès que le titulaire aura apporté la preuve que les actions qu'il a conduit ont permis de revenir à l'exécution normale du marché dont il est titulaire, sans aucune conséquence sur le déroulement des travaux. Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage pourra appliquer une réfaction de prix sur les sommes dues pour la mission concernée.

## **ARTICLE 13. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs de la personne publique et du titulaire est l'option A telle que définie à l'article 25 du C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles

## **ARTICLE 14. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS**

En application de l'article 20 du C.C.A.G. le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chaque étape d'intervention du Coordonnateur définie à l'article 5 du présent C.C.P. Par dérogation à l'article 18, l'arrêt de la prestation au terme de chaque étape ou tranche n'entraîne pas résiliation du marché, sauf si la décision prise le prévoit expressément. Aucune indemnité ne sera versée au Coordonnateur.

## **ARTICLE 15. RESILIATION DU MARCHE**

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du Coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

## **ARTICLE 16. ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en

application de l'article L.241-1 du Code des assurances. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Coordonnateur.

## **ARTICLE 17. REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Basse-Terre est compétent en la matière.  
Sans objet.

## **ARTICLE 18. DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

Les dérogations au C.C.A.G. P.I. introduites par le présent C.C.P. sont les suivantes :

- article 26 du C.C.A.G. P.I. par l'article 12 du C.C.P. ;
- article 29 du C.C.A.G. P.I. par article 15 du C.C.P.

## **ARTICLE 19. CESSION DU MARCHE**

Le titulaire est informé qu'il est envisagé de recourir à un marché de partenariat pour le financement et la construction du siège du Grand Port Maritime de Guadeloupe.

Il est envisagé que le marché de coordonnateur sécurité et protection de la santé soit ensuite cédé au titulaire du marché de partenariat qui serait conclu pour le financement et la construction du siège du Grand Port Maritime de Guadeloupe.

Le titulaire du présent marché de coordonnateur sécurité protection de la santé accepte la cession du marché au titulaire du marché de partenariat si le Grand Port Maritime de Guadeloupe décide de recourir à un marché de partenariat pour le financement et la construction du siège du Grand Port Maritime de Guadeloupe.

**Lu et approuvé**